

23 juin 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# DISCOURS DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON DEVANT LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ JAGELLONNE DE CRACOVIE

Monsieur le Recteur,  
Mesdames, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs les Consuls, Chers professeurs,  
Chers étudiants,  
Mesdames, Messieurs.

Dzien Dobry, Bardzo się cieszę, że jestem dzisiaj z Państwem w Krakowie.

Je pense que vos applaudissements sont une demande pressante que j'arrête d'essayer de parler polonais pour me concentrer sur le français. Et je ne me risquerai pas plus loin. Merci, Monsieur le Professeur, Monsieur le Recteur, pour vos mots et votre accueil.

Je dois vous dire combien je suis heureux d'être dans votre ville, cette ancienne capitale de la Pologne, j'étais il y a quelques instants avec votre maire, et d'être dans cette université Jagellonne, qui a formé des figures aussi universelles, vous le rappelez, que Nicolae COPERNIC, Karol WOJTYLA, le futur pape Jean-Paul II, et a abrité, tout au long des siècles, l'âme de la Pologne. C'est pour moi un insigne honneur d'être parmi vous aujourd'hui parce qu'entre nos deux pays, nos deux peuples et donc nos deux jeunesse, c'est une histoire d'amitié profonde et qui, pour partie d'ailleurs, se tresse ici même dans ces liens un peu particuliers.

En effet, l'histoire millénaire qui nous unit s'est nouée ici, dans la capitale des rois de Pologne, par les liens sacrés de l'esprit, lorsque Saint-Stanislas, saint patron de la Pologne, choisit d'aller étudier en Sorbonne avant de revenir comme chanoine puis évêque de Cracovie. Depuis, notre compagnonnage n'a jamais cessé de se développer.

En 1400, la réforme de l'Université de Cracovie voulue par le roi Ladislas JAGELLON s'inspira ainsi de la Sorbonne, et ce n'est pas un hasard, Monsieur le Recteur, vous l'avez rappelé, si aujourd'hui, les universités, votre université et la Sorbonne, sont liées par une alliance nouvelle et par un rêve, celle de créer l'université européenne à laquelle je crois tant, UNA Europa. C'est retisser ces liens de l'histoire et porter une ambition contemporaine pour une Europe du savoir, de la jeunesse. J'y reviendrai dans un instant.

Si tous les Français ne connaissent pas cette histoire, ils en ont une conscience comme diffuse, intime, et sans doute est-ce ce qui explique que le sort de la Pologne n'a jamais laissé la France indifférente.

Nos deux peuples, qu'un millénaire de guerres européennes n'a jamais conduit à l'affrontement, sont en effet si proches. C'est la même aspiration ardente à la liberté, le même attachement viscéral à la terre comme à l'idéal, un vrai sens de l'histoire et de la nation qui nous rassemble.

Les relations entre nos deux pays ne peuvent ainsi jamais se réduire à une forme de banalité. Elles sont passionnelles, rencontre d'un peuple latin et d'un peuple slave, lointains descendants des Francs et des Sarmates, et ce n'est pas un hasard si plusieurs illustres Polonais trouvèrent en France une terre d'accueil particulièrement féconde à l'expression de leur génie, Adam MICKIEWICZ, Juliusz SLOWACKI, Frédéric CHOPIN, Maria SKLODOWSKA CURIE, Adam ZAGAJEWSKI et tant d'autres.

Les Français se rappellent aussi les milliers de Polonais fuyant successivement l'insurrection de novembre, la révolution de 1848, l'insurrection de janvier puis, au tournant du XXème siècle, des milliers de travailleurs polonais venus sur les terres de France. Demandez aux habitants des Hauts-de-France ou de la Lorraine, des régions qui me sont chères. Ils gardent tant du souvenir du travail acharné de leurs frères polonais, dont les descendants, sans jamais renier leurs racines, sont aujourd'hui pleinement intégrés dans la communauté nationale. Il s'en trouve jusque dans le Gouvernement actuel de notre pays.

Tous ces destins croisés sont autant de fils tendus entre nos deux pays et nourrissent une relation unique que l'histoire n'a jamais cessé de conforter car à chaque fois que se développent en Pologne des espoirs de liberté

l'histoire n'a jamais cessé de continuer car à chaque fois que se développent en Pologne des espoirs de liberté et d'indépendance, la France fut au rendez-vous.

Certes, parfois, nous ne pûmes mobiliser les forces nécessaires, mais tant de fois, nous fûmes là, aux côtés des patriotes polonais, Napoléon BONAPARTE, cité jusque dans votre hymne national pour avoir institué le duché de Varsovie. Georges CLÉMENCEAU, qui possède désormais une place à son nom au cœur de votre capitale et qui fut élevé docteur honoris causa de cette université pour avoir défendu ardemment la cause polonaise dans les négociations du traité de Versailles.

Les soldats de 1920, parmi lesquels le jeune capitaine DE GAULLE, qui répondirent à l'appel du maréchal PILSUDSKI. Alors que vous célébrez cet été le miracle de la Vistule, un détachement français de notre dispositif déployé en Lituanie dans le cadre de la présence avancée renforcée de l'OTAN se rendra à Varsovie pour rendre hommage à cette fraternité d'armes.

François MITTERRAND, enfin, qui défendit auprès du chancelier Helmut KOHL l'intangibilité de la frontière Oder-Neisse.

Tant de Français illustres et anonymes qui versèrent leur sueur, parfois leur sang, pour la cause légitime et la grandeur illustre de la Pologne au cœur de l'Europe. Et ces dates qui résonnent à Cracovie comme à Paris. 1831, 1848, 1863, 1980, tous ces moments où le peuple de France s'est reconnu dans les luttes du peuple polonais contre les tyrannies puis contre le totalitarisme.

Ce qui nous unit à cet égard dans cette histoire commune, c'est, je le crois très profondément, en Pologne comme en France, être patriote. Lorsque nous avons su trouver nos histoires a toujours sonné avec quelque chose d'universel et qui était plus grand que nous. Ne l'oublions jamais. Ne l'oubliez pas.

Être patriote, c'était aussi toujours se battre pour la liberté en exemple. Et c'est bien cela que LA FAYETTE, en 1833, avait dans la tête lorsqu'il disait : « toute la France est Polonaise ». C'est bien cela qui résonne dans les mots, ceux de mars 1848 qui couvraient les murs de Paris : "n'oubliez pas la Pologne. Ce n'est pas seulement une nationalité, c'est un principe. C'est le principe de la fraternité, celui de l'indépendance des nations, que vous venez de proclamer et que vous avez à défendre".

C'est le même combat dans lequel les Français se retrouvent en Pologne lorsqu'en 1981, ils ont par milliers épinglé le symbole de Solidarnosc sur leurs vestes.

Et à mon tour, aujourd'hui, je suis venu vous dire que la France n'oublie jamais la Pologne, ce pays que nous portons si haut dans nos cœurs et nos esprits, que la France aime la Pologne, ne l'oubliez jamais, car la France et l'Europe ne peuvent être grandes sans une Pologne fière.

Alors, devant nous, une fois cette histoire rappelée, ce qui nous unit, ce qui nous a fait, nous avons d'immenses défis. Et je parle devant une jeunesse qui aura à s'en saisir. Dans un pays ou une Europe qui sont parfois bousculés par le doute, des crises, des troubles. Et je voudrais peut-être simplement partager quelques réflexions avec vous, de trois types. D'abord, une réflexion sur le temps, ensuite une réflexion sur la géographie et la politique de l'Europe, et puis quelques convictions sur ce que notre Europe nous permettra de ressaisir du projet que nous pouvons porter ensemble, Pologne et France dans cette Europe.

Une réflexion sur le temps parce que je pense à votre génération qui arrive. Et cette génération a énormément de défis - j'en parlais hier avec des intellectuels polonais. Je l'ai évoqué avec vos dirigeants, mais nous avons en plus une histoire à porter. Vous avez une histoire à porter. Nous, Européens, avons une histoire à porter et on ne sort pas indemne du XXème siècle. Et je le dis à un moment d'ailleurs où beaucoup de puissances dans le monde, beaucoup de régimes essaient de revisiter cette histoire, comme pour empêcher un présent ou la possibilité d'un futur. Et je me dois aussi, en m'adressant à vous aujourd'hui, d'essayer de dire comment je vois cette part d'histoire et ce XXème siècle qui nous a bousculés.

D'abord, il y a un XXème siècle polonais qui n'est pas le même que le XXème siècle français tout à fait. Et je ne sous-estime pas ce que votre pays a vécu, d'une indépendance nationale retrouvée, puis d'un pays bousculé par la domination nazie, puis la domination soviétique.

Ces balafres, ces morsures du XXème siècle ont nourri plusieurs sentiments, je le crois très profondément pour essayer de comprendre. Des sentiments d'humiliation, à plusieurs reprises, et d'injustice ; des sentiments d'abandon, y compris à l'égard d'une Europe de l'Ouest qui a laissé un rideau tomber au milieu de l'Europe, ses camarades de liberté passés sous le joug soviétique après avoir subi le joug nazi. Et même lorsque la liberté a été retrouvée, peut-être quelque chose d'une promesse commune s'est perdue.

Il y a dans le XXème siècle une série de traumatismes profonds qui se sont construits et que votre génération a à porter et que nous avons ensemble à comprendre. Et je ne les sous-estime en rien.

Vous avez porté des miracles, le miracle d'indépendance, et vous avez porté, je dois le dire, l'un des grands miracles de liberté du XX<sup>e</sup> siècle, et je le dis pour votre jeunesse parce que ne vous laissez pas voler votre histoire. S'est écrit en Pologne une des plus belles histoires de liberté, de libération du XX<sup>e</sup> siècle, celle que j'évoquais tout à l'heure en évoquant Solidarnosc.

C'est une histoire de courage. Le courage de Lech Walesa, de Bronislaw Geremek, de Jacek Kuron, d'Adam Michnik, de l'aumônier Jerzy Popieluszko, de Jacek Wozniakowski, de Kornel Morawiecki et de tant d'autres. Rien n'était écrit, mais ils ont bâti pour votre pays, et ce faisant, le rendant possible dans le reste de l'Europe, une histoire de libération et de liberté.

Et en 1989, grâce à la détermination de tous ces engagés, c'est en Pologne que le mur de Berlin se fissura. Et s'ils conquièrent alors la liberté et la démocratie, ces courageux allaient aussi gagner bien plus. Ils allaient reconquérir la mémoire polonaise, celle du pacte Molotov-Ribbentrop, de l'insurrection du ghetto de Varsovie, de l'insurrection de Varsovie, des massacres de Katyn, de l'extermination conduite à Auschwitz, Majdanek, Sobibor, Treblinka. Ces tragédies qu'on avait voulu effacer. Ils allaient conquérir au fond la possibilité pour la Pologne de se choisir un destin.

Je sais bien sûr aussi combien ces drames, ces morts, ces déchirements peuvent constituer pour le peuple de Pologne un fardeau douloureux. Et alors même qu'en 89 commençait ce mouvement, cette capacité à regarder l'histoire en face, à la revisiter, qu'elle a soufflé partout en Europe, ce même courant, cette possibilité aussi de reconstruire notre histoire commune, il y a comme quelque chose qui s'est enrayé ces dernières années en Europe, ici et dans le regard que d'autres veulent nous faire porter sur nous-mêmes et dans le révisionnisme du XX<sup>e</sup> siècle qui est en train de s'installer. Je pense au discours aujourd'hui que tient la Russie sur l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ou du XX<sup>e</sup> siècle, mais je pense aussi à l'histoire qu'on veut officiellement réinventer ici même dans votre pays. Et je le dis pour votre génération - parce qu'on ne peut pas être heureux si on ne comprend pas son passé en le regardant en face dans toute sa plénitude.

Regarder l'histoire en face, c'est être fier de cette page de libération extraordinaire, de ce combat, de ces dates qui sont l'une des plus belles conquêtes européennes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

C'est aussi quand on regarde l'histoire en face, savoir dire fort et clair que non, la Pologne n'a jamais choisi d'être, dans la nuit et le brouillard, le lieu de l'horreur et de l'innommable. Que non, la Pologne n'est pas responsable du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Elle en fut la victime, celle qui au regard de sa population connut le plus grand nombre de morts. Ce sont là des faits scientifiques historiques. Et je veux réaffirmer, ici, la solidarité de la France avec le peuple de Pologne face à ceux qui prétendent nier cette réalité.

Regarder l'histoire en face, c'est aussi dire fort et clair le peuple courageux, inventif, entreprenant qu'est le peuple polonais, un peuple épris de poésie et de traditions, un peuple viscéralement européen, toujours profondément européen, profondément avec majorité écrasante, et qui a nourri la conscience de l'humanité de deux prix Nobel de la paix et de cinq prix Nobel de littérature à qui je veux ici rendre hommage.

Regarder l'histoire en face, c'est aussi accepter d'affronter les parts d'ombre qu'il y a dans chaque peuple et qu'il y a eu et qu'il y a peut-être encore aujourd'hui en Pologne, et qu'il y a eu aussi en France. L'antisémitisme, la haine de l'Autre et la capacité que nous avons parfois eu aussi à porter ces sentiments et à ne pas les combattre avec assez de vigueur.

Regarder l'histoire en face, c'est savoir que l'histoire de la Pologne est toujours une histoire européenne. La Pologne n'est elle-même que dans l'engagement européen et le respect des valeurs de l'Europe, un humanisme porté haut, en particulier dans cette université de Cracovie. Et en même temps, cette part irréductible de tragique qui réunit tout autant les Européens.

Le drame de Smolensk, nous ne l'oublions pas.

Le souvenir de Katyn, nous le portons tous en nous et vos morts sont les nôtres.

La mémoire d'Auschwitz, c'est son million de victimes, c'est une mémoire européenne.

Et analysant la pensée centre-européenne, celle de Geremek, Patocka, Bibo, Havel, Milan Kundera parlait d'une "longue méditation sur la fin possible de l'humanité européenne". Si l'histoire de la Pologne est une histoire européenne, c'est parce que les Européens éprouvent en elle l'infinie fragilité de leur civilisation et de leur modèle.

Mais toujours aussi, la force de leur sursaut, parce que de la même manière, ce sont des penseurs polonais, des juristes polonais, Lemkin et plusieurs autres, qui ont, dès après la guerre, su conceptualiser, penser le génocide, le crime contre l'humanité pour les Européens par les Européens. N'oublions pas non plus cet héritage, cette part d'éthique que nous avons eue sur nous-mêmes, cette capacité qu'ont eue les Européens à dire leur crime, à regarder l'innommable qui s'était fait sur notre continent.

Et ce que je voulais vous dire quant à cette libre réflexion sur l'histoire, c'est que nous ne construirons pas l'Europe dans l'oubli de l'Europe.

Nous construirons l'Europe en connaissant l'histoire, en la préservant de toutes les tentatives de falsification, de réécriture, de quelque pays ou de quelque partie. Toutes les pages de l'Histoire, toutes les époques. Et il n'y a ni effacement ni repentance à avoir mais simplement la lucidité, celle de n'effacer aucune trace, celle d'accepter le conflit des historiens et les débats historiographiques pour essayer de bâtir une forme de vérité de ce qu'est l'histoire de nos nations et de ce qu'est notre Europe. Il nous faut bâtir, et je crois que c'est l'un des défis essentiels pour votre génération, une mémoire européenne partagée.

Le risque que je vois poindre c'est de faire ressurgir des mémoires nationales fantasmées. Je vois parfois la tentation polonaise d'effacer 1989 et cette histoire de liberté. Je vois la politique délibérée hongroise de revisiter toute l'histoire du 20ème siècle. Je vois la démarche russe de réinterpréter la Deuxième Guerre mondiale et de culpabiliser le peuple polonais. Je vois le risque d'une fragmentation de nos mémoires en revisitant ou révisant notre histoire. Il y a des faits, il y a des traces, il y a des historiens, il y a des vérités. Et je crois que votre jeunesse, les universitaires et de là où ils sont les politiques ont ce devoir de savoir bâtir cette mémoire européenne mais aussi cette histoire européenne qui est encore à construire. Et c'est un projet éminemment politique mais où le politique doit protéger la vérité historique, le dialogue historiographique, le débat sur les traces. Et je crois que c'est une entreprise que votre génération doit porter.

Nous devons avoir une histoire européenne, pas univoque et qui n'oublie aucune responsabilité, mais il nous faut cette histoire européenne pour ne pas que notre passé, en particulier celui qui n'est jamais passé, ne nous réemprisonne dans des haines ou des nationalismes mal digérés. Les universités, nos chercheurs y auront un rôle essentiel.

C'est un projet politique à mes yeux existentiel pour l'Europe. De même KUNDERA disait "Est européen celui qui a la nostalgie de l'Europe." Je ne sais si la nostalgie de KUNDERA est la nostalgie d'un passé qui a été au fond d'une Europe qui n'a jamais été totalement celle que l'on rêve. Mais ça veut dire qu'il n'y a pas d'Europe sans capacité à penser et digérer son histoire.

Et c'est ceci qui rendra aussi possible le fait que de cette mémoire surgisse l'espoir. L'espoir d'une renaissance européenne à la mesure de celle que nous avons connue et qui a rayonné ici même d'ailleurs aux 16e et 17e siècles et dans laquelle nous voyagions il y a un instant, et qui, je crois, est encore possible si notre continent sait se réunifier par l'intelligence et par cette capacité à saisir le temps.

Le deuxième ordre de réflexions que je voulais partager avec vous et pour votre génération aujourd'hui c'est une réflexion sur la géographie et la politique de l'Europe.

On parle d'Europe, d'Europe, mais elle est faite d'énormément de malentendus parce que quand on parle d'Europe bien souvent nous n'avons pas vu — et la France y a sa part de responsabilité sans doute — nous n'avons pas toujours eu dans la tête les mêmes frontières. Nous n'avons pas toujours eu la même carte mentale et nous n'y avons pas toujours mis le même contenu politique. Et je crois que cette question de la géographie et de la politique est aussi essentielle pour votre génération si nous ne voulons pas être des Européens malheureux.

L'Europe et sa géographie d'abord. Je crois très profondément que l'Europe est une unité, une unité géographique et que pendant bien longtemps nous n'avons pas su en repenser la carte dans sa totalité. Je pense que c'est d'ailleurs encore un des problèmes contemporains et je l'ai évoqué hier avec quelques-uns.

Oui, ce qu'il s'est passé le 1er mai 2004 avec l'adhésion de la Pologne et des pays dits "de l'Est" à l'Union européenne, ce n'était pas un élargissement comme un corps qui se distend. C'était une réunification. C'était une réunification de l'Europe après le mur qui était tombé.

Et je crois pouvoir dire que les Européens de l'Ouest, peut-être plus les Français que d'autres d'ailleurs, ne l'ont pas suffisamment vu, dit, pensé, conceptualisé. Ce qui a pu d'ailleurs susciter de l'humiliation, du sentiment d'humiliation ou d'une incompréhension. Et je comprends cela comme peut-être ce qui nous a collectivement fait bégayer ces dernières années.

Et sans doute avons-nous manqué nos retrouvailles à cause de cela. Je crois que le temps a fait son œuvre et je crois très profondément qu'aujourd'hui, pour votre génération et la même génération en France et partout en Europe, il faut que cette carte de l'Europe soit bien celle d'une unité et ne pas penser qu'il y a des pays auxquels on a élargi l'Europe comme s'ils n'y étaient pas de plain-pied dès le premier jour. C'est faux, c'est faux.

L'Europe a pendant un temps du XXe siècle perdu son unité parce qu'elle a été balafmée, déchirée par le jeu des puissances et par le partage en Europe qui s'est fait entre puissances. Mais ça n'est pas son sens profond, son

histoire profonde. Et il nous faut garder cette géographie aujourd'hui en tête pour les décennies qui viennent et la porter avec force.

Et en même temps que je le dis, nous devons ce faisant concevoir notre Europe dans son unité et qu'elle pense sans doute mieux ou davantage ses frontières, ses marches et ses voisins. Et moi je suis frappé quand j'entends nos débats contemporains de voir à quel point nous sommes en train de faire les mêmes erreurs. Nous n'avons presque pas de vraie politique de voisinage, nous ne pensons pas nos marches. Nous ne pensons nos marches qu'en termes d'élargissement, comme si l'Europe était une géographie qui ne pensait ses bordures qu'en se dilatant. Et nous pensons très peu notre voisinage parce que nous l'avons jusqu'à présent toujours délégué à d'autres. Nous ne serons une Europe unie, y compris géographiquement, que si nous pensons tous les pays comme étant au cœur de l'Europe — et regardez où est la Mitteleuropa, contrairement à ce que beaucoup ont pensé un temps elle ne se situe pas entre Bruxelles et Lyon, elle est beaucoup plus à l'est — mais il nous faut aussi repenser nos marches et nos rapports avec nos voisins. Et c'est aussi pour cela, et ce qui a pu parfois être mal compris, que j'assume d'avoir porté dans le débat la question non seulement de la Russie mais celle aussi du rapport au Moyen-Orient et à l'Afrique. C'est le voisinage de l'Europe et il nous faut avoir notre propre politique en la matière, la penser, construire l'architecture de sécurité et de confiance que nous, Européens, nous voulons pour nous-mêmes avec ces voisins.

Et je le dis ici là aussi en pensant à cette géographie à la lumière de l'histoire, avec beaucoup d'humilité compte tenu de ce que la Pologne a vécu avec certains de ses voisins, je pense à la Russie, de drames contemporains. Mais il nous faut ensemble trouver les voies et moyens de penser cette géographie.

Et donc ce malentendu géographique, je crois, a nourri les traumatismes et je veux que nous réussissions à bâtir cette ambition nouvelle en ayant la bonne carte en quelque sorte et les bonnes ambitions à ce titre. Et notre devoir, Pologne et France, est sans doute aujourd'hui plus grand à cet égard encore qu'hier, après le Brexit. Car nous sommes des grandes puissances géographiques, économiques, stratégiques de cette Europe et nous devons nous penser comme telles, bâtir ensemble comme telles et avancer comme telles.

Mais je vous le disais, l'Europe n'est pas qu'une géographie et qu'une unité géographique. Elle est aussi profondément politique.

Et je crois que ça c'est une autre ambiguïté et cette fois-ci qui a peut-être davantage été nourrie du côté polonais. C'est qu'au fond, si vous m'autorisez à donner une interprétation sans doute imparfaite, lacunaire, de ce qu'il s'est passé pour nous ces 30 dernières années, le rêve était d'accéder à la démocratie, à la liberté, à l'économie de marché, à l'émancipation économique et à l'Europe.

Tout ça s'est passé et est-ce que pour autant la Pologne est heureuse ? L'aventure européenne s'est construite je pense sur une forme de malentendu qui était de dire : on accède à une aventure qui existe - nous n'avons pas à être exclus - mais une forme de marché. En tout cas, ça a été porté par certains.

L'Europe n'est pas seulement un marché. C'est en effet un marché. L'Europe a permis de construire une liberté de circulation, une histoire de prospérité et la liberté des capitaux, des services, des personnes, du savoir. C'est une histoire formidable et un acquis, mais c'est d'abord et avant tout un projet politique. C'est un projet de paix.

Cette Union européenne, c'est un projet fou dans lequel ceux qui se faisaient la guerre décident de ne plus la faire, en mettant le charbon et l'acier d'abord, qui étaient les instruments de notre guerre civile contemporaine, en commun, mais ensuite en décidant de s'unir dans une construction inédite, non hégémonique, politique. Je crois que ça a été peut-être mal compris, en tout cas sous-évalué, parce que nous avons besoin de cette construction politique et je sais l'attachement au marché unique, très fort et dominant en Pologne, mais parce qu'il est moteur d'intégration et de prospérité. Il doit être conforté, mais cela va aussi avec la lutte que nous devons tous partager contre le dumping, contre les divisions européennes et l'adhésion que nous devons tous avoir à la part profondément politique et donc civilisationnelle de ce qu'est l'aventure européenne.

Qu'est-ce que c'est la part politique ? Ça veut dire que l'Europe n'est pas simplement un marché. C'est un socle de valeurs, de droits, de libertés. Elles ne sont pas accessoires. Elles sont existentielles. Existentielles. Ce que nous avons décidé dans le Conseil de l'Europe, dans nos traités inauguraux, ce rapport à la liberté, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, les libertés des personnes, c'est ce qui fait l'essence de l'Europe. Des équilibres d'ailleurs entre liberté et égalité qui n'existent nulle part ailleurs et qui fait que nous sommes un projet politique et que la Pologne, en 2004, a rejoint un projet politique au sens le plus profond du terme.

Et en disant ça, je pense qu'il y a eu peut-être ici le sentiment que l'aventure européenne était d'abord et avant tout une aventure d'adaptation aux économies occidentales, d'adaptation en quelque sorte à un modèle qui pourrait exister, de prospérité. Sans doute d'ailleurs avec une accélération de l'histoire qui a bousculé énormément d'équilibres sociaux, culturels, d'une manière que je ne veux pas sous-estimer ici, et dont je parle

avec beaucoup d'humilité et qui a comme un retour, une façon de dire : ce chemin a été trop vite et il y a retrouvé une vérité polonaise, en tout cas c'est le projet politique tel que je le comprends et que je respecte, vous êtes une démocratie, qui se retrouverait dans la part d'Europe qui nous arrange, le marché unique, la prospérité, les fonds structurels, mais qui pourrait prendre sa distance avec la part d'Europe qui ne nous convient plus, un certain rapport au droit, aux valeurs fondamentales, et à la part politique de l'Europe.

Je crois que c'est une erreur profonde, mais que nous avons sans doute co-produite, celle d'une histoire qui a été trop vite et qui a créé un trouble, un malaise culturel, civilisationnel, mais celle que la réponse pourrait être en quelque sorte une résurgence nationaliste en négation des principes politiques européens.

Je ne crois pas que ce soit possible, et je le dis ici avec, encore une fois, beaucoup d'humilité, car aucun pays n'a donné de leçons à l'autre, je l'ai dit hier, j'ai eu des discussions franches en aparté avec le président et le Premier ministre. Et j'ai dit lorsque je me suis exprimé sur la réforme de la justice qui est en cours : ça n'est pas à la France de dire ce qui va, ce qui ne va pas. Un Etat membre n'a pas à donner d'instructions à d'autres Etats membres, mais c'est à la France de défendre les principes de l'Union européenne tels qu'ils sont dans nos textes, dans notre histoire, dans le projet politique que nous portons et tels qu'ils sont défendus par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne. Ça, c'est notre responsabilité. Et d'avoir cette Commission, ce Conseil qui portent fort ces principes, moi, j'en appelle à un souci de cohérence et de ce qu'est l'Europe dans sa part politique que j'évoquais tout à l'heure.

Ne répliquons pas sur le plan politique l'erreur que nous avons fait sur le plan géographique. Il n'y a pas, en quelque sorte, une Europe qu'on puisse amputer de certains de ses principes. Si l'Europe n'est plus qu'un marché qui s'élargit, elle n'est plus un projet politique. Si l'Europe est un marché qui peut abandonner ses valeurs et ce qui le tient, elle n'a plus d'unité. Alors, nous replongerons dans les divisions les plus profondes et je crois que ce projet politique qui est le nôtre est un projet qui permet les équilibres contemporains et ce que sont les aspirations profondes de la jeunesse polonaise du peuple polonais, parce qu'elle permet d'être patriote et européen.

Il n'y a rien dans les textes qui dit de ne pas aimer sa patrie. Je suis profondément patriote en ce qui me concerne. J'aime la France, je la défends, je la porte, mais je suis Français et Européen, patriote et Européen, et je pense qu'il y a la possibilité d'être patriote et Européen aujourd'hui parce que nous avons construit un projet politique qui est un projet tout à la fois d'unité et de diversité.

Eco avait cette formule magnifique en disant : « la langue de l'Europe, c'est la traduction ». Regardez. Regardez cet espace géographique inédit que nous avons su faire, bâti durant les 70 dernières années. Il n'y a pas au monde une telle concentration de culture, de différences, de langues. Pendant des millénaires, tout ça a construit des guerres civiles. Depuis 70 ans, nous avons su bâtir la paix par la traduction, le respect, le passage. C'est un trésor qui nous interdit de laisser renaître des nationalismes exclusifs, qui doit par contre ne pas nous faire oublier que l'Europe n'est pas un projet d'homogénéisation, de négation des cultures, mais bien un projet politique qui sait marier la diversité et l'unité.

Votre génération a une responsabilité extraordinaire : c'est de comprendre cela et de le porter, de ne pas laisser l'histoire se répéter et retomber dans ces affres et de ne pas considérer que, au fond, la solution aux défis contemporains soit dans l'affaiblissement de l'Europe parce qu'elle accepterait l'affaiblissement de son projet politique ou dans la soustraction de l'Europe, en considérant que la bonne réponse pour la Pologne serait une forme de repli politique.

Je sais combien vous êtes profondément Européens, et quand je parle de ce projet politique, je parle d'unité et de diversité réconciliée, mais je veux aussi parler d'une forme de singularité européenne et derrière elle, de souveraineté. Vous m'avez peut-être souvent entendu parler de ce terme.

Singularité parce que notre Europe est, je le crois très profondément, une civilisation - oui, j'assume ce terme, je l'ai souvent assumé - qui a des racines religieuses et culturelles, des histoires de conflits d'ailleurs religieux et philosophiques et d'émancipation par rapport au fait religieux et qui, de la religion à la politique, à la construction d'une histoire de liberté, d'égalité, de fraternité - je ne le dis pas simplement parce que c'est au frontispice de la République française, mais parce que c'est aussi au cœur de l'histoire polonaise, comme le rappelait tout à l'heure les mots de 1848 en l'honneur de la Pologne - c'est que nous tenons des équilibres politiques, sociologiques, économiques inédits.

Les Etats-Unis d'Amérique aiment la liberté autant que nous, mais n'ont pas le même rapport à l'égalité, à la diversité culturelle, au pluralisme. La Chine est en train de s'ouvrir à l'économie de marché. Elle n'a pas le même rapport à la liberté, à l'égalité que nous. Nous sommes véritablement un continent, une puissance politique singulière par ses préférences collectives, ses racines philosophiques.

Et donc, je crois très profondément qu'il ne faut pas perdre de vue à cet égard dans la part politique du projet qui est le nôtre, au fond, cette souveraineté, c'est-à-dire cette capacité à bâtir, préserver, porter l'indépendance de ce projet politique.

Il nous faut donc réfléchir à des choses qu'on avait oubliées. Il faut assumer que l'Europe pense par elle-même et pour elle-même le concept de puissance. Quand on veut être une puissance politique et géographique, on doit, je le disais sur le plan géographique, penser le rapport à ses voisins et ses marches. On doit aussi le penser sur le plan politique.

L'Europe doit repenser sa démographie. Ces dernières décennies, nous ne parlions plus de démographie. La démographie est en train, aujourd'hui, de restructurer une nouvelle forme de crise politique européenne, notre insécurité par rapport au fait migratoire mais surtout, très profondément, la question presque statutaire que l'Europe se pose sur elle-même et l'impact moral que cela a sur elle. Plusieurs intellectuels de la région sont en train de conceptualiser de manière extrêmement féconde cela, mais je crois aujourd'hui qu'une Europe politique, souveraine doit appréhender aussi sa démographie.

La population européenne vieillit et recule en termes relatifs mais aussi en valeur absolue dans de nombreux pays, à l'Est et au Sud en particulier. Selon certaines projections, alors que l'Amérique du Nord verrait sa population augmenter de 75 millions d'habitants d'ici 2050, l'Europe pourrait perdre 50 millions d'habitants en âge de travailler. Ce n'est pas neutre économiquement mais politiquement non plus parce que des régions, des nations qui, progressivement, se vident ou vieillissent ne gardent pas le même rapport à l'avenir, n'ont pas la même vision sur elles-mêmes. C'est ce qui est en train de se passer en Europe, et c'est ce qui est aussi en train de se passer dans certains pays d'Europe depuis 20 ans. On l'a laissé faire de manière insidieuse parce qu'en plus de ces chiffres que je cite pour l'Europe tout entière, il y a eu un phénomène de fuite des cerveaux et au fond de grande vague migratoire qui a vidé plusieurs pays, en particulier d'Europe centrale et orientale. Nous ne pouvons pas accepter ni nous résigner à ce que les forces vives de nombre de ces pays, qui, souvent, y ont été formées, les quittent pour toujours.

Certains pays d'Europe, imaginez ces chiffres, ont perdu un quart de leur population entre 1989 et 2017, un quart. Ils ont perdu le quart de la population en âge de travailler, de faire le pays, de le changer. Ça ne peut être une fatalité, mais qu'est-ce que ça nous dit ? Que pendant ces années- là, on s'est comportés comme si l'Europe était un marché. Voilà le résultat. Quand on dit que c'est un marché où les gens peuvent circuler et qu'il n'y a plus de projet politique, pas suffisamment, à la fin, ça n'est pas soutenable parce que ça veut dire qu'on vide certains pays, qu'on les affaiblit et qu'ils se mettent à douter de l'Europe. Et d'ailleurs ce sont, regardez, dans ces pays qui ont subi ces chocs démographiques non-dits des dernières années et décennies que le populisme est le plus fort, que les extrêmes ont le plus monté, que le doute sur le projet européen prospère, parce que l'Europe est vue comme un projet d'injustice. L'Europe est vue comme un projet qui permet à certains d'émigrer, mais pas au pays totalement de se porter mieux, en tout cas de se projeter vers l'avenir.

Je crois très profondément, à travers ces réflexions sur l'histoire, la géographie et la politique européenne que je voulais partager avec vous, que votre génération a un immense défi devant elle. Je ne veux pas vous accabler, mais je veux vous dire la confiance que j'ai en vous parce qu'en effet, il nous faut repenser l'unité et la diversité de l'Europe, sa capacité à avancer, articuler des projets, sa souveraineté, mais comme je vous le disais, cette Europe géographique, politique, souveraine, contemporaine qui permettra à nos deux pays d'affronter ces défis.

Et c'est la dernière réflexion sur laquelle je veux finir mon propos, qui est, au fond, d'essayer de partager avec vous comment une Europe réinventée, plus politique, plus souveraine, au-delà de ce que j'ai déjà pu dire sur le rapport à l'histoire ou la démographie qui me paraissent être des éléments très importants, comment une Europe réinventée doit nous permettre de relever les défis contemporains, parce que je pense que ces défis, nous pouvons ensemble les relever dans et par l'Europe.

Nous avons un premier défi qui est celui de la sécurité collective dans un monde bousculé par les drames.

J'en ai beaucoup parlé hier, je ne serai pas long devant vous. Mais je le disais, cette Europe géographique, puissante, elle doit penser et repenser sa sécurité et sa protection. Votre génération aura à bâtir la transformation et ce que nous sommes en train de commencer depuis un peu plus de deux ans en Europe, et qui avait été un impensé de l'Europe, d'ailleurs la France ayant une part de responsabilité, depuis le milieu des années 1950, c'est une Europe de la défense et de sécurité commune.

En effet, votre génération aura à vivre dans un monde dont les règles de multilatéralisme sont de plus en plus fragilisées, où la menace est là et où, on le voit ces dernières années, la course aux armements a repris. Dans un tel contexte, il nous faut peser sur le plan militaire et stratégique au niveau européen.

Il faut le faire, je le disais tout à l'heure, en repensant pour nous-mêmes, par nous-mêmes, notre relation avec nos grands voisins, dont la Russie. Je ne veux pas être ici très long, mais je veux être très clair avec vous. Je l'ai dit hier à plusieurs reprises.

La France n'est ni pro-russe, ni anti-russe. Elle est pro-européenne. Ça veut dire que j'ai la conviction que nous ne pouvons construire une architecture de stabilité, de paix, de confiance en Europe que si nous savons discuter

avec la Russie, pas pour lui céder les choses, je n'ai aucune naïveté, pas pour oublier ce qu'elle a fait ou ce qu'elle fait, pour exiger des désescalades, pour bâtir nos marches et nos limites réciproques et pour construire, sur le plan de l'armement mais aussi sur le plan du cyber, du spatial, les règles du jeu que nous nous donnons dans un espace partagé.

Je prends deux exemples pour montrer, je crois, la fécondité de cette approche. Si nous n'avons pas un dialogue exigeant avec la Russie, nous ne pourrions avancer sur une solution pour l'Ukraine. Le réengagement de ce dialogue a permis de montrer, avec le sommet de Normandie qui s'est tenu le 9 décembre dernier à Paris, que des avancées étaient possibles si la bonne pression et le dialogue exigeant étaient mis en place.

De la même manière, depuis plusieurs années, la Pologne n'est plus protégée par les traités internationaux compte tenu des déploiements de missiles Iskander par la Russie, dont la portée n'était pas couverte par les traités historiques entre les Etats-Unis et à l'époque l'Union soviétique, mais surtout, la Russie a progressivement décidé de ne plus respecter ce traité FNI et les Etats-Unis d'Amérique, sans nous demander notre avis, ont, l'année dernière, déchiré ce traité. Nous n'avons donc plus de texte qui régisse le contrôle des armements et qui nous protège, qui protège la Pologne. Cela n'est possible qu'en réengageant un dialogue européen avec la Russie exigeant, profond, de vérité, avec des vérifications, mais compte tenu de notre réalité là aussi géographique, ce n'est que par là que nous bâtissons cette sécurité.

Alors, tout ça passe par une Europe qui pense en effet sa puissance stratégique et militaire dans des termes nouveaux. Nous l'avons fait avec une coopération renforcée, un fonds européen de défense, une initiative européenne d'intervention.

Il faudra continuer de le faire en termes stratégiques et en actant aussi que penser cette Europe de la défense n'est pas un acte d'hostilité ou de défiance à l'égard de l'OTAN mais un complément indispensable. L'Europe de la défense et l'OTAN sont deux piliers de la sécurité collective de l'Europe.

Nous devons les penser ensemble, et pour la Pologne, sans doute encore plus que d'autres, et pour la France, sans doute encore plus que d'autres, avec là aussi des éléments d'engagement commun, de solidarité commune en la matière. Sur ce point, il nous faudra continuer, dans les années à venir, à penser sur le plan stratégique, militaire mais aussi technologique notre rapport à la puissance.

Ça veut dire aussi qu'il nous faudra décider, nous, Européens, d'investir dans des domaines dont nous ne parlions plus ou que très peu. L'espace est redevenu un domaine de puissance. Nos mers sont redevenues un domaine de puissance pour protéger la liberté de souveraineté dans certaines régions du globe, comme les interconnexions et les câbles. Le cyber est devenu un espace de puissance où nous devons être présents.

C'est pourquoi aussi penser la puissance, c'est penser notre souveraineté technologique, notre indépendance technologique à nous, Européens. Nous ne pouvons pas être le marché ouvert des autres puissances qui pensent le monde. Et donc nos armées, nos équipements ne peuvent pas être simplement le marché ouvert aux Etats-Unis ou à la Chine. Nous avons besoin d'une vraie souveraineté, d'un vrai projet européen.

Le deuxième grand défi de votre génération, et vous le savez-vous jeunesse européenne qui avez bousculé les dirigeants avec raison, avec force et inspiration, c'est le climat. Nous avons le défi climatique et de la biodiversité devant nous. Ce défi nous ne pouvons le relever qu'au niveau européen. Aucun pays seul ne peut le faire et d'ailleurs si un pays le faisait seul il aurait tout de suite les forces de réaction qui diraient "les voisins ne le font pas, qu'allons-nous prendre pour charge commune et faire de tels efforts ?"

Nous avons un devoir existentiel là aussi de nous saisir de ce défi climatique et de la biodiversité. Et nous n'avons la capacité de le faire et la crédibilité qu'au niveau européen. Quand l'Europe bouge elle entraîne les autres. Parce que l'Europe a bougé sur le climat, parce que l'Europe a porté l'Accord de Paris elle a su résister aux coups de boutoir américains et convaincre la Chine de s'engager sur cette route et d'éviter le délitement de notre ambition commune ces dernières années. Il nous faut faire beaucoup plus dans les années à venir, c'est notre ambition européenne. La Commission européenne, le Parlement européen vont continuer de travailler sur ce sujet avec force.

Je me retrouve dans ces engagements que nous avons portés en particulier dans la campagne européenne, celle d'un pacte vert, celle d'une ambition où on mettra plus de financements pour les nouvelles technologies, pour réduire les émissions, où on change à la fois la finance, le modèle productif, où nous allons faire monter le prix du CO2 en Europe, mettre en même temps un mécanisme d'inclusion carbone à nos frontières pour éviter le dumping écologique qui viendrait d'autres puissances ou d'autres géographies.

Mais les efforts seront considérables dans beaucoup de pays. Et je dirais que tout cela suscite, je l'entends et notre pays l'a vécu, et j'ai moi-même parfois commis des erreurs vous savez en France, je le dis avec beaucoup d'humilité, face à ce défi en pensant qu'on pouvait aller vite et fort alors même que cette transition climatique est aussi une transition sociale, parfois d'ailleurs morale.

Quand on demande à des régions de changer de mode de vie, de mode de production c'est là aussi quelque chose qui touche à notre manière de vivre parfois et à des équilibres sociaux. Et donc il faut trouver les mécanismes pour accompagner nos concitoyens à qui on demande les changements les plus importants. C'est ce que nous allons faire au niveau européen, c'est ce que chaque pays devra faire.

L'Europe va mettre en place des mécanismes, dont certains seront importants, pour la Pologne comme le Fonds de transition juste. Et je sais l'importance de ce défi dans votre pays et je le dis là aussi avec la justice que nous vous devons.

Vous n'avez pas choisi le modèle du charbon, il vous a été imposé par ceux qui vous occupaient. Mais il est là et vous êtes les héritiers de ce modèle productif. Et il ne s'agit pas d'un seul coup de pointer du doigt les millions de concitoyens qui travaillent dans ce secteur, qui en ont vécu dignement et qui ont d'ailleurs un mode de vie, une fierté à y vivre. C'est tout le défi qui est le nôtre. Et donc il faut mener ce changement le plus vite possible pour que la qualité de l'air s'améliore, que le défi climatique puisse trouver une réponse. Mais il faut le faire en respectant toutes celles et ceux qui vivent dans ces régions et de cette économie et en leur permettant de bâtir un avenir. C'est un vrai travail politique que votre pays a à embrasser et sur lequel l'Europe doit être solidaire parce que nous ne devons pas commettre des erreurs du passé. Nous avons une dette à cet égard, celle je le disais de l'abandon. Nous vous avons laissé en quelque sorte tomber quand d'autres vous ont imposé ce modèle.

Et donc cette solidarité que l'Europe doit à la Pologne pour réussir cette transition elle est financière, elle est aussi historique pour réussir à faire ce chemin.

Je le crois très profondément, c'est par cette stratégie de changement énergétique, de transition que votre pays pourra embrasser le 21ème siècle. Et c'est aussi pour toutes ces raisons que je crois là encore que la Pologne ne peut que par et avec l'Europe réussir à faire ce changement.

Ne vous trompez pas, la Pologne ne pourra jamais toute seule faire un tel changement. Elle ne le peut que par l'Europe, avec l'Europe, pour l'Europe.

Et ne vous trompez pas non plus, ne croyez pas ceux qui vous disent "l'Europe va me donner de l'argent d'une main pour faire de la transition climatique mais elle va me laisser mes choix politiques de l'autre." Ce n'est pas vrai.

L'Europe c'est un bloc, comme on disait de la Révolution française. L'Europe c'est un bloc, un bloc de valeurs, un bloc de textes, un bloc d'ambitions. C'est ce bloc que nous avons souverainement ensemble décidé d'embrasser, car je le rappelle de la France comme de la Pologne, l'Europe, nous l'avons choisie souverainement et nous avons décidé de la faire.

Et puis le troisième grand défi c'est évidemment celui de bâtir partout en Europe une économie de l'innovation, de la croissance, de la connaissance. Nous sommes dans un monde en changement où le numérique prend une place de plus en plus forte, où les transformations du monde du travail, de notre vie au quotidien sont massives et il suppose d'avoir une Europe de la connaissance, de la formation, de l'investissement dans ces grandes innovations. Notre Europe aujourd'hui est trop pusillanime. Je vais être honnête avec vous, je ne suis pas sûr que je gagnerai cette bataille lors du prochain budget européen parce qu'il faudrait investir bien plus massivement. Une Europe qui a un budget autour de 1 % de son produit intérieur brut elle n'a pas de vraie politique, surtout quand chacun est obsédé par la redistribution dans son pays.

Il nous faut avoir des politiques massives pour l'intelligence artificielle, pour la connaissance, pour les universités et pour la recherche qui permettra à notre continent d'être souverain en matière de savoirs.

C'est le troisième grand combat qui est le vôtre : la sécurité, le climat, le savoir. Chacun de nos pays aura à investir sur ces sujets. Mais c'est par l'Europe que nous ferons beaucoup plus en faisant circuler l'intelligence, comme le projet d'universités européennes nous conduit à le faire, mais également en portant là aussi une ambition, d'innovation, de politique d'avenir absolument indispensable. Notre prochain budget, je le disais, sera un élément de rendez-vous. Je m'y battraï en ce sens.

Mais au-delà de celui-ci dans les années à venir nous aurons des risques à prendre, des solidarités nouvelles à construire pour en quelque sorte reconstruire en Europe un certain goût de l'avenir.

Oui, et je terminerai là-dessus, je vous ai parlé de notre histoire, je vous ai parlé de l'Europe comme projet géographique et politique en vous invitant à ne pas répliquer les histoires du passé : quand on ampute la géographie ou la politique du projet on se trompe. Mais j'ai essayé de vous dire comment l'Europe était pour la France et la Pologne le meilleur moyen d'être nous-mêmes plus grand, respectueux de nos différences et d'appréhender ces trois grands défis que sont la sécurité, le climat et le savoir.

Mais tout cela se réconcilie dans une chose que nous devons réapprendre, c'est le goût de l'avenir. Nous devons, Polonais et Français, retrouver beaucoup plus le goût de l'avenir. Il faut avoir cette connaissance de l'histoire, il ne faut mésestimer aucune difficulté du présent. Mais il nous faut retrouver cette capacité à porter un espoir, à nous projeter.

Car cette capacité de projection qu'ont eu les Européens c'est celle qui a fait les cathédrales, les grands monuments, les grandes œuvres, celle qui a bâti les grands projets. Pensez-vous qu'au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, ceux qui étaient obsédés par les divisions, les séparatismes et les nationalismes auraient construit l'Europe ? Non. Ils auraient refait une troisième guerre ! Pensez-vous que ceux qui étaient obsédés par les petites difficultés du quotidien, qui étaient bien plus grandes que les nôtres à l'époque, auraient fait de grandes œuvres qui font aujourd'hui votre vie ? Rien de rien. Nous n'avons, nous Polonais, Français, Européens, fait de grandes choses qu'à chaque fois que nous avons été plus grands que nous-mêmes dans l'espace et dans le temps.

Voyez loin, voyez large, voyez plus grand que nous. Je vous promets de me battre là où je suis dans les années qui me seront données pour résister à tout ce qui nous emmènerait en arrière mais surtout pour essayer de construire une nouvelle étape. Mais votre génération aura à le faire. Ne cédez à aucun vent mauvais, ne cédez à aucun mensonge.

Je pensais en venant à cette magnifique phrase de Romain GARY qui vécut quelques années de son enfance à Varsovie, qui est un formidable écrivain français, européen et qui disait — plusieurs de mes prédécesseurs l'ont ensuite repris — "Le patriotisme c'est l'amour des siens. Le nationalisme c'est la haine des autres."

Et cette formule évoque ce poème longtemps enseigné aux enfants dans les écoles polonaises qui exprime si bien le patriotisme polonais et qui commence, je vais essayer de ne pas déformer trop votre langue comme ça :

- « Kto ty jestes ? » Et la réponse était
- « Polak maly ».
- Qui es-tu ?
- Un petit Polonais ?

Et aujourd'hui, les enfants polonais, pourraient dire avec fierté « Polak i europejczyk maly ».

Non pas que les Polonais aient quelque chose à prouver. Ils sont au cœur de l'Europe, mais parce qu'ils peuvent revendiquer en toute liberté cette double appartenance qui n'est au fond que la même, comme nous, Français.

Les vrais patriotes français aiment la liberté et l'universalisme. Les vrais patriotes, je le crois profondément, polonais aiment la liberté, leur pays et l'universalisme est quelque chose à voir avec ce qui est plus grand qu'eux. C'est l'Europe qui l'a porté et qui continue de le porter. Et c'est, je crois aussi, tout cela qui nous permettra d'embrasser tous ces défis et cette inquiétude qui nous portent dans le temps.

« Jeszcze Polska nie zginela ». "La Pologne n'a pas encore péri". Ce sont les premiers mots de votre hymne. L'Europe non plus, n'en déplaît à certains, au contraire.

L'Europe est une aventure impossible, pensée par des rêveurs et portée par les peuples. Tous les cyniques ont toujours voulu la détruire. Tous les gens sérieux ont toujours cherché à la ralentir. Soyez des fous ou des rêveurs. Ne laissez pas les autres écrire votre avenir. Ne laissez pas mentir sur votre histoire, mais pensez chaque jour que rien n'était possible de cette Europe dans laquelle nous vivons. Rien. Elle n'a été faite que par des rêves et des volontés et, je le crois aussi, de l'intelligence. C'est un combat, l'Europe. Ce n'est pas un héritage. Nous avons une chance inouïe. Des gens sont tombés pour la bâtir. Vous avez un devoir, c'est de la réinventer avec le même courage et la même force d'âme.

Voilà ce que je voulais vous dire aujourd'hui. Je sais qu'il y a eu des parts d'incompréhension. Parfois, je le disais, des sentiments d'abandon, d'humiliation. Je crois qu'il y a plus fort que ça : la conviction d'un destin commun entre nos peuples. Votre génération aura à le porter en Europe et pour l'Europe. Votre génération aura à le vouloir avec force.

Alors, n'ayez jamais peur. N'ayez jamais peur. Vous l'aimez. Faites-le. N'ayez jamais peur. « Nie bojcie sie ». N'ayez pas peur de l'Europe, de vous y engager, de porter des valeurs de liberté, de paix, de solidarité. N'ayez pas peur de regarder l'avenir la tête haute, votre avenir, notre avenir.

Vive la Pologne ! Vive la France ! Vive l'Europe !

